

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1906-1907.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1907 (¹).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (²), PAR M. PIRMEZ

MESSIEURS,

Le Budget des Affaires Étrangères pour 1906 s'élevait à fr.	3,833,793	»
Le projet de Budget pour 1907 s'élève à	3,896,043	»
Soit pour 1907 une augmentation de fr.	62,250	»

Cette augmentation se répartit uniquement sur les dépenses ordinaires :

Augmentation normale du personnel et création de deux nouveaux emplois inférieurs fr.	13,250	»
Augmentation pour le service de la bibliothèque . . .	2,000	»
Augmentation pour la création de postes consulaires à Bogota et dans le sud du Brésil	54,000	»
Augmentation pour organiser le service de l'interprétariat à Yokohama	4,000	»
Total des augmentations. fr.	73,250	»

D'autre part, le Budget ordinaire est en diminution :

Sur le matériel fr.	1,000	»
Sur le traitement des agents diplomatiques en raison du grade de certains chefs de mission	10,000	»
	14,000	»
L'augmentation réelle est donc de fr.	62,250	»

(¹) Budget, n° 4, V.

(²) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. DE BÉTHUNE, FLÉCHET, GIBLEN, STANDAERT, VAN CLEEMPUTTE et PIRMEZ.

L'ensemble du Budget a recueilli :

Dans la 1 ^e section	9 oui,	3 non,	0 abstention.
— 2 ^e —	15 —	0 —	4 —
— 3 ^e —	6 —	7 —	0 —
— 4 ^e —	9 —	3 —	0 —
— 5 ^e —	11 —	5 —	2 —
— 6 ^e —	5 —	0 —	0 —
TOTAL.	55 oui,	18 non,	6 abstentions.

* * *

La Section centrale, après avoir examiné attentivement les rapports des différentes sections et procédé à une discussion générale, décide de poser certaines questions à M. le Ministre des Affaires Étrangères.

La Section centrale, dans la discussion générale, décide d'attirer tout particulièrement l'attention de M. le Ministre sur l'importance des attributions commerciales de son ministère.

Le chef du Département des Affaires Étrangères est en même temps Ministre du Commerce et comme tel son rôle économique grandit de jour en jour, l'expansion industrielle, commerciale et financière de la Belgique à l'étranger étant intimement liée à la prospérité de notre petit pays.

Les questions posées à M. le Ministre ont reçu les réponses suivantes :

1^{re} Question.

« L'an passé, la question suivante fut posée au Gouvernement :

» « Où en sont les négociations relatives à la conclusion de conventions
» internationales destinées à assurer la réciprocité en matière d'accidents de
» travail? La Section centrale espère que le Gouvernement fera en sorte
» qu'une convention franco-belge sur la matière puisse être conclue et votée
» dans la présente session par les parlements des deux pays. »

» Depuis lors, une convention a été signée avec la France; le Gouvernement, dans sa réponse, annonçait des pourparlers avec l'Allemagne. La Section centrale désirerait savoir si les pourparlers sont prêts d'aboutir? »

Réponse.

« A la suite des pourparlers engagés avec le Gouvernement allemand concernant l'assimilation des ouvriers belges aux ressortissants de l'Empire au point de vue de la réparation des dommages résultant des accidents du travail, le Conseil fédéral, par ordonnance du 22 février 1906, a décrété, en faveur de nos nationaux, l'abrogation des dispositions restrictives du § 94, n° 2, et du § 21 de la loi d'assurance contre les accidents du travail dans l'industrie, ainsi que du § 37, alinéa 1^{er}, et du § 9 de la loi d'assurance contre les accidents du travail dans les entreprises de construction.

» Aux termes de ces dispositions, les ouvriers étrangers, victimes d'acci-

dents en Allemagne, n'ont pas droit au paiement des rentes lorsqu'ils n'ont pas leur résidence habituelle sur le territoire de l'Empire; d'autre part, les ayants droit d'un ouvrier étranger ne reçoivent aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils n'ont pas leur résidence habituelle en Allemagne.

» L'ordonnance précitée a fait l'objet d'un avis publié au *Moniteur belge* du 20 avril 1906.

» Les pourparlers se poursuivent avec le Gouvernement Impérial en vue du règlement des questions qui n'ont pas été résolues par la dite ordonnance. »

2° Question.

« L'an passé, une question était posée concernant la signification des exploits. La Section centrale serait désireuse de connaître les résultats des pourparlers. »

Réponse.

« La question relative à la signification des exploits continue à faire l'objet de négociations entre la Belgique et plusieurs États; vu les difficultés que la matière soulève, il est impossible de se prononcer actuellement sur le résultat des pourparlers entamés. »

Observation : Il semble que, les négociations ayant abouti avec la France et la Suisse, les difficultés ne peuvent être bien grandes avec les autres Puissances voisines.

3° Question.

» a) Les consuls ne pourraient-ils pas envoyer au Gouvernement des rapports plus fréquents?

» b) On désirerait voir ces rapports paraître plus régulièrement; certains d'entre eux paraissent beaucoup trop tard après leur réception en Belgique.

» c) N'y aurait-il pas lieu de donner une plus grande publicité au *Bulletin commercial* et au *Recueil consulaire*?

» d) N'y aurait-il pas lieu de donner une plus grande publicité aux réceptions de nos diplomates et consuls au Musée commercial? »

Réponse.

« a) Les agents consulaires envoient chaque année au Ministère des Affaires Étrangères un rapport d'ensemble sur la marche des affaires dans leur circonscription. Suivant l'intérêt pratique qu'ils représentent, ces rapports sont publiés *in extenso* ou en extraits au *Recueil consulaire*. Toutefois, ces travaux de longue haleine ne peuvent donner qu'une faible idée de l'activité des consuls en matière économique.

» Dans le courant de l'année, ils fournissent, spontanément ou à la suite de demandes que leur adresse le Département, de nombreuses informations sur les questions les plus diverses.

» Une partie de ces informations sont publiées dès leur arrivée dans le *Bulletin commercial*, qui paraît toutes les semaines.

» D'autres, pour lesquelles ce genre de publicité présenterait des inconvénients, sont simplement annoncées dans le *Bulletin*, et les intéressés belges sont avisés que le Département tient à leur disposition des indications concernant telle ou telle affaire.

» D'autres encore, dont il paraît désirable de réserver le bénéfice à nos nationaux, sont transmises par l'Administration au groupe de commerçants ou d'industriels qu'elles concernent.

» Quant aux renseignements n'intéressant qu'une personne déterminée, il en est donné directement connaissance au destinataire, soit par écrit, soit verbalement lorsqu'il s'agit d'une communication particulièrement délicate.

» b) Le Département a pris les mesures nécessaires pour assurer la plus prompte publication des rapports au *Recueil consulaire*.

» Il est à remarquer, d'ailleurs, ainsi qu'il est dit ci-dessus, que les renseignements offrant un caractère d'urgence sont extraits des rapports d'ensemble dès la réception de ceux-ci et utilisés de la manière la mieux appropriée à leur nature.

c) En ce qui concerne la publicité donnée au *Recueil consulaire*, il est à noter que celui-ci est envoyé gratuitement aux Questures du Sénat et de la Chambre des Représentants, aux associations commerciales et industrielles du pays, à un grand nombre de journaux belges, aux administrations communales des grandes villes, à de nombreux établissements d'enseignement, à des institutions scientifiques, etc.

» Cette distribution constitue une propagande sérieuse. C'est ainsi notamment que la plupart des journaux qui reçoivent le *Recueil* publient des extraits ou analyses des rapports les plus intéressants qu'il contient.

» Quant au *Bulletin commercial*, dont la vente est réservée par contrat à l'éditeur, il compte plus de 800 abonnés, non compris, bien entendu, les exemplaires achetés par le Gouvernement.

» d) Les audiences données par les agents diplomatiques et consulaires au Musée commercial n'étaient précédemment annoncées que dans le *Bulletin commercial*.

» Depuis le commencement de cette année, elles sont, en outre, signalées régulièrement à tous les journaux belges qui désirent recevoir ces informations. La publicité plus large résultant de cette innovation a produit les meilleurs résultats. »

Observation : Il semble que le *Recueil consulaire* et le *Bulletin commercial* devraient être distribués à tous les membres de la Législature ainsi qu'à tous les journaux, à condition que ces derniers annoncent les audiences données au Musée commercial par les agents diplomatiques et consulaires.

4^e Question.

« Le Gouvernement ne pourrait-il publier les rapports et travaux préparatoires de la Convention de Berne? »

Réponse.

« Le Département des Affaires Étrangères croit ne pouvoir mieux faire, pour répondre au désir formulé par la Section centrale, que de mettre à sa disposition le recueil des procès-verbaux des séances de la Conférence internationale pour la protection ouvrière, qui s'est réunie à Berne du 8 au 17 mai 1905. »

Observation : La Section centrale aurait désiré que le *Recueil des procès-verbaux* fût distribué aux membres de la Législature.

5^e Question.

« Le Gouvernement ne pourrait-il dire quand la Conférence de La Haye se réunira ? »

Réponse.

« La réunion de la deuxième Conférence de la Paix, projetée d'abord pour le mois de juillet 1906, a été remise à une date ultérieure.

» Le Gouvernement du Roi n'a plus reçu de communication officielle à ce sujet.

» Les derniers renseignements qui lui sont parvenus donnent lieu de croire qu'aucune date n'a encore été fixée. »

6^e Question.

« N'y aurait-il pas lieu de prolonger le séjour de nos boursiers à l'étranger ?

» Quel est le nombre des jeunes gens ayant obtenu des bourses ?

» Que sont devenus nos boursiers ? Quels services ont-ils rendus à notre industrie et à notre commerce ? »

Réponse.

« Le crédit annuel affecté aux bourses de voyage avait été fixé en 1861 à 25,000 francs. Il a été porté successivement à 45,000 francs en 1878, à 63,000 francs en 1896 et à 90,000 francs en 1901.

» Ce dernier chiffre permet, depuis six ans, au Département des Affaires Étrangères de disposer d'environ cinq bourses annuellement, le montant de chacune étant de 6,000 francs alloués habituellement pendant trois années consécutives au titulaire.

» Il résulte des constatations faites que ces subsides produisent leurs meilleurs effets lorsqu'ils sont attribués à des jeunes gens qui dès le jour de leur expatriation étaient fixés sur les conditions de leur établissement en pays étranger.

» La bourse officielle a alors pour effet soit de permettre aux licenciés d'accepter des situations d'avenir quoique peu rétribuées au début, soit

d'occuper dans des maisons de tout premier ordre des emplois de volontaires qui les mettent à même de faire apprécier leurs aptitudes

» S'inspirant de cette constatation, l'arrêté royal du 18 mai 1903 a laissé au Gouvernement le droit de fixer suivant les circonstances le nombre d'années sur lequel se répartirait la bourse. Il s'est borné à stipuler que le subside annuel ne pourrait dépasser 6,000 francs et que l'allocation totale à un même boursier ne pourrait être supérieure à 18,000 francs.

» Les crédits mis à la disposition du Gouvernement pour cet objet sont complètement utilisés chaque année.

» Si tous les bénéficiaires n'ont pas répondu pleinement au vœu du Gouvernement, un certain nombre cependant ont fait preuve d'une grande initiative et ont su conquérir à l'étranger, notamment en Extrême Orient, en Australie, sur la côte d'Afrique et dans l'Amérique méridionale et centrale, des positions stables, qui leur permettent de seconder efficacement les efforts de nos exportateurs.

» Le Département des Affaires Étrangères ainsi que ses agents officiels à l'étranger restent en relations suivies avec eux : plusieurs ont obtenu et occupent avec distinction les fonctions de consuls marchands. »

7^e Question.

« Le Gouvernement ne pourrait-il entamer des pourparlers avec le Gouvernement hollandais pour faciliter la culture de ceux cultivant des terres en Belgique et en Hollande ? »

Réponse.

« A l'occasion de l'examen du Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour 1903, la Section centrale de la Chambre des Représentants a posé une question concernant les relations de voisinage de la Belgique avec les États limitrophes.

» Il a été répondu comme il suit à cette question :

» « Le régime des propriétés mixtes, c'est-à-dire de celles qui sont coupées »
» par la ligne frontière, est réglé par les traités de limites du 28 mars 1820 »
» avec la France (art. 66 et 67), du 26 juin 1816 avec la Prusse (art. 33) et du »
» 8 août 1843 avec les Pays-Bas (art. 37 et 38). En ce qui concerne les pro- »
» priétés situées dans la zone frontière, les règles à appliquer en Belgique »
» pour la circulation internationale des produits agricoles sont déterminées »
» par l'article 5, n° 5, de la loi générale du 26 août 1822. »

» Le Département des Affaires Étrangères n'a pas été saisi en ces derniers temps de réclamations émanant de propriétaires belges et visant les difficultés que ceux-ci rencontreraient pour l'exploitation des terres qu'ils possèdent de l'autre côté de la frontière.

» Si des desiderata venaient à être formulés à ce sujet, il rechercherait, de concert avec les autres Départements compétents, les moyens de donner satisfaction aux intéressés.

» Depuis lors, aucune plainte touchant l'état de choses existant n'est parvenue ni au Département des Affaires Etrangères, ni à celui de l'Agriculture, en ce qui concerne la frontière néerlandaise.

» Le Gouvernement du Roi ne manquerait pas, le cas échéant, d'aviser aux mesures opportunes en vue de remédier aux inconvénients qui lui seraient signalés. »

8° Question.

« N'y aurait-il pas lieu d'améliorer la situation de nos consuls, surtout dans les pays où le dollar est l'unité monétaire? »

Réponse.

« Le Département des Affaires Etrangères dispose d'un crédit spécial, permettant d'accorder des « allocations exceptionnelles et temporaires à des agents du service extérieur en compensation de charges exceptionnelles assumées dans l'intérêt du commerce national ou résultant d'événements exceptionnels survenus dans le pays de leur résidence.

» Les charges supplémentaires occasionnées aux agents du service extérieur par les variations du cours de la monnaie usitée dans le pays de leur résidence peuvent entrer en ligne de compte en vue de l'attribution des indemnités dont il s'agit. »

9° Question.

« N'y aurait-il rien à faire pour encourager nos consuls de carrière? (amélioration sur place à ceux qui se distinguent, à ceux ayant appris la langue du pays où ils se trouvent, etc.)? »

Réponse.

« Le Gouvernement ne perd pas de vue cet aspect de la question consulaire.

» Indépendamment des distinctions honorifiques décernées au choix, il est largement tenu compte des services rendus par les agents du service consulaire pour les promotions à leur accorder.

» D'autre part, des accroissements personnels de traitement sont périodiquement attribués aux consuls généraux qui ont fait preuve de zèle et de dévouement dans l'accomplissement de leur mission. Le temps passé dans les pays réputés peu salubres pour les Européens est compté double pour la supputation de ces accroissements.

» Il est à remarquer que rien ne s'oppose à ce que des améliorations de situation soient accordées, sur place, aux agents du service consulaire lorsque les intérêts du service rendent désirable le maintien de ces agents à leur poste. »

10° Question.

« Le Gouvernement ne compte-t-il pas bâtir des hôtels pour nos Légations ou Consulats en Orient? »

Réponse.

« Les Chambres savent que le Gouvernement a eu l'occasion d'acquérir ou de construire des hôtels pour les Légations de Belgique à Tokio, Péking et Constantinople.

» L'hôtel du Ministre du Roi à Péking n'est pas encore entièrement terminé. Les travaux avancent normalement

» Des mesures ont été prises, au cours des derniers exercices, par le Gouvernement du Roi en vue de mettre à la disposition de certains agents consulaires à l'étranger, et notamment en Extrême-Orient, des résidences stables et convenables. C'est ainsi qu'un hôtel a été construit à l'usage du consulat général de Belgique à Séoul (Corée) et qu'un terrain a été acquis à Shanghai pour l'édification d'un hôtel destiné à notre représentant consulaire en la dite ville.

» Le Département des Affaires Étrangères a également mis à l'étude la question de l'acquisition éventuelle d'immeubles qui seraient affectés à l'installation de nos agents consulaires en fonctions dans d'autres résidences. »

11° Question.

« Le Gouvernement ne pourrait-il nous dire dans quelles conditions l'hôtel de la légation de Paris a été acheté? »

Réponse.

« Dans une pensée patriotique et avec un parfait esprit de désintéressement, un groupe de capitalistes belges établis à Paris a offert au Gouvernement de se constituer en société civile, en vue d'acquérir aux meilleures conditions possibles un hôtel pour la Légation de Belgique en cette capitale.

» Le Gouvernement a accueilli cette proposition, persuadé que l'emploi d'un intermédiaire devait avoir des conséquences avantageuses quant à la fixation du prix d'achat, malgré des frais de diverse nature auxquels devaient donner lieu la constitution de la société civile et les actes intervenus entre celle-ci et l'État belge. »

12° Question.

» Combien de consulats le Gouvernement compte-t-il établir dans le sud du Brésil. »

Réponse.

« La Belgique est actuellement représentée au Brésil par un Ministre Résident accrédité en qualité d'Envoyé Extraordinaire et de Ministre Pléni-

potentiaire et commissionné en qualité de Consul Général, auquel est adjoint un secrétaire de Légation.

» Des crédits ont été sollicités cette année des Chambres en vue de l'établissement d'un consulat de carrière dans le sud du Brésil, qui offre un champ particulièrement vaste à l'activité de nos nationaux et où ceux-ci possèdent déjà des intérêts très importants.

» L'adjonction à la Légation du Roi à Rio-de-Janeiro d'un vice-consul de carrière spécialement chargé de l'étude des questions économiques se rapportant au nord du pays est également projetée.

» La Belgique a dans la République dix-huit agents consulaires non rétribués de tout grade. »

* * *

La Chambre ayant décidé de faire imprimer les rapports pendant les vacances de nouvel an, sans devoir soumettre le rapport à la Section centrale, il semble dans ces conditions que le Rapporteur ne puisse émettre des observations qui pourraient ne pas être admises par la majorité de la Section centrale, ou donner lieu à des observations de la minorité de la Section.

L'ensemble du Budget a été adopté en Section centrale par quatre oui et une abstention.

Le Rapporteur,
MAURICE PIRMEZ.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1906-1907.

Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1907 (¹).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (²) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PIRMEZ.

MIJNE HEEREN,

De begrooting van Buitenlandsche Zaken voor 1906		
beliep	3,833,793	»
Het ontwerp van Begrooting voor 1907 bedraagt . . .	3,896,043	»
Dus voor 1907 eene verhooging van	62,250	»
Deze verhooging betreft enkel de gewone uitgaven :		
Gewone verhooging voor het personeel en instelling van twee nieuwe lagere ambten fr.		
Verhooging voor den dienst der bibliotheek	13,250	»
Verhooging voor den dienst der bibliotheek	2,000	»
Verhooging voor het instellen van consulaire posten te Bogota en in Zuid-Brazilië	54,000	»
Verhooging voor het inrichten van den vertolkingsdienst te Yokohama	4,000	»
Totaal der verhoogingen. . . . fr.	73,250	»
Anderzijds is er voor de Gewone Begrooting vermindering :		
Op het materieel	4,000	»
Op de jaarwedde der diplomatische agenten ten gevolge van den graad van sommige gezantschapshoofden.	10,000	
	14,000	»
Dus bedraagt de werkelijke verhooging	62,250	»

(¹) Begrooting, n^o 4, V

(²) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren DE BÉTHUNE, FLÉCHET, GIELEN, STANDAERT, VAN CLEMPUTTE en PIRMEZ.

Over de Begrooting in haar geheel werden uitgebracht :

In de 1 ^o afdeeling.	. . .	9 ja,	3 neen,	0 onthouding.
— 2 ^o	— . . .	15 —	0 —	4 —
— 3 ^o	— . . .	6 —	7 —	0 —
— 4 ^o	— . . .	9 —	3 —	0 —
— 5 ^o	— . . .	11 —	5 —	2 —
— 6 ^o	— . . .	5 —	0 —	0 —
TOTAAL.		55 ja,	18 neen,	6 onthoudingen.

* * *

Nadat de Middenafdeeling de verslagen der afdeelingen aandachtig had onderzocht en eene algemeene beraadslaging gevoerd, besloot zij den heer Minister van Buitenlandsche Zaken eenige vragen te stellen.

Bij de algemeene beraadslaging beslist de Middenafdeeling inzonderheid de aandacht van den heer Minister te vestigen op het gewichtige der bevoegdheid van zijn ministerie op handelsgebied.

Het hoofd van het Departement van Buitenlandsche Zaken is tevens Minister van Koophandel, en als zoodanig neemt zijne rol in zake van handel en nijverheid met den dag toe, vermits de uitbreiding van België's nijverheid, koophandel en financiewezen in den vreemde, nauw is verbonden aan den voorspoed van ons landje.

Op de vragen, aan den heer Minister gesteld, werden de volgende antwoorden ontvangen :

1^{ste} Vraag.

« Verleden jaar werd onderstaande vraag tot de Regeering gericht :

» « Hoe verre staat het met de onderhandelingen tot het sluiten van internationale overeenkomsten ter verzekering van wederkeerigheid in zake van arbeidsongevallen? De Middenafdeeling hoopt dat de Regeering er zal voor zorgen, dat in den loopenden zittijd eene Fransch-Belgische overeenkomst kan worden gesloten en door de parlementen van beide landen aangenomen. »

» Sedert werd eene overeenkomst met Frankrijk ondertekend; in haar antwoord zegde de Regeering, dat er onderhandelingen waren aangeknoopt met Duitschland. De Middenafdeeling verlangt te weten of deze onderhandelingen eerlang tot goed einde zullen gebracht worden. »

Antwoord.

« Ten gevolge van de onderhandelingen aangeknoopt met de Duitse Regeering om Belgische werklieden gelijk te stellen met Duitse onderdanen, voor het vergoeden van schade, verwekt door arbeidsongevallen, heeft de Bondsraad, bij ordonnantie van 22 Februari 1906 ten voordeele onzer landgenooten besloten tot intrekking van de beperkende bepalingen van § 94,

n^r 2, en van § 21 der wet op de verzekering tegen arbeidsongevallen in ondernemingen van bouwwerk.

» Naar luid van deze bepalingen, hebben vreemde werklieden, aan wie in Duitschland arbeidsongevallen overkomen, geen recht op uitbetaling der renten, wanneer zij niet gewoonlijk verblijven op 's Rijks grondgebied; anderzijds erlangen de rechthebbenden van een vreemden arbeider geene vergoeding, zoo zij niet op 't oogenblik van het ongeval hunne gewone verblijfplaats in Duitschland hebben.

» Betreffende voormelde ordonnantie, werd den 20ⁿ April 1906 een bericht in het *Belgisch Staatsblad* afgekondigd.

» Met de Keizerlijke Regeering worden de onderhandelingen voortgezet, ter regeling van de vraagstukken die bij gemelde ordonnantie niet werden opgelost. »

2^{de} Vraag.

« Verleden jaar werd eene vraag gesteld in zake het beteekenen van exploten. De Middenafdeeling verlangt de uitslagen der onderhandelingen te kennen. »

Antwoord.

« Over het beteekenen van exploten wordt bij voortduring onderhandeld tusschen België en andere Staten; de zaak levert te veel moeilijkheden op om vooralsnu uitspraak te kunnen doen over het gevolg der aangeknoopte onderhandelingen. »

Aanmerking : Het schijnt, dat daar de onderhandelingen met Frankrijk en Zwitserland tot goed einde zijn gebracht, de moeilijkheden niet heel groot kunnen zijn met de andere naburige Mogendheden.

3^{de} Vraag.

« a) Kunnen de consuls niet menigvuldiger verslagen aan de Regeering toesturen?

» b) Men verlangt dat deze verslagen regelmatig verschijnen; sommige worden veel te laat na hunne ontvangst in België uitgegeven.

» c) Behooren het *Bulletin commercial* en de *Recueil consulaire* niet meer algemeen bekend te worden gemaakt?

» d) Behooren de dagen van ontvangst door onze diplomaten en consuls in het Handelsmuseum niet ruimer te worden bekendgemaakt? »

Antwoord.

« a) Ieder jaar zenden de consulaire agenten aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken een algemeen verslag over den toestand der zaken binnen hunne omschrijving. Naar gelang van het practisch nut dat zij opleveren, worden deze verslagen *in extenso* of bij uittreksels opgenomen in het *Recueil*

consulaire. Deze uitgebreide verslagen kunnen evenwel slechts een gering begrip geven van de werkdadigheid der consuls op economisch gebied.

» In den loop des jaars leveren zij ongevraagd of op aanvraag vanwege het Departement talrijke inlichtingen over de meest uiteenlopende zaken.

» Een deel van deze inlichtingen wordt, zoodra zij toekomen, afgekondigd in het *Bulletin commercial*, dat wekelijks verschijnt.

» Andere, waarvoor dergelijke afkondiging bezwaar zou opleveren, worden eenvoudig vermeld in het *Bulletin*, en de Belgische belanghebbers worden onderricht dat het Departement inlichtingen over deze of gene zaak te hunner beschikking houdt.

» Nog andere, die het wenschelijk is ten bate van onze landgenooten voor te behouden, worden door de Regeering overgemaakt aan de groep handelaars of nijveraars, die er belang bij hebben.

» Inlichtingen die slechts voor een bepaalden persoon belang opleveren, worden rechtstreeks ter kennis van dien persoon gebracht, hetzij schriftelijk, hetzij mondeling, wanneer het eene bijzonder kiesche mededeeling geldt.

» b) Het Departement heeft de noodige maatregelen genomen opdat de verslagen zoo spoedig mogelijk worden opgenomen in het *Recueil consulaire*.

» Er valt overigens op te merken, zooals hiervoren werd gezegd, dat inlichtingen van dringenden aard worden afgezonderd van de algemeene verslagen, zoodra deze toekomen, en ten beste van haren aard benuttigd.

» c) Wat betreft de openbaarheid gegeven aan het *Recueil consulaire*, dient te worden opgemerkt dat het kosteloos wordt toegezonden aan de Quaesturen van den Senaat en van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, aan de handels- en nijverheidsvereenigingen, aan tal van Belgische bladen, aan de gemeentebesturen der groote steden, aan talrijke onderwijsgestichten, aan wetenschappelijke instellingen, enz.

» Deze ronddeeling is eene ernstige bekendmaking. Zoo komt het, dat het meerendeel der bladen die het *Recueil* ontvangen, uittreksels of den zakelijken inhoud van de belangrijkste verslagen, die daarin voorkomen, afkondigen.

» Het *Bulletin commercial*, waarvan de verkoop bij overeenkomst is voorbehouden aan den uitgever, telt meer dan 800 inschrijvers, wel te verstaan zonder de exemplaren, door de Regeering aangekocht.

» d) De gehoozen, door de diplomatische en consulaire agenten verleend in het Handelsmuseum, werden vroeger enkel in het *Bulletin commercial* afgekondigd.

» Sedert het begin van dit jaar, worden zij daarenboven regelmatig bekendgemaakt aan al de Belgische bladen die deze inlichtingen verlangen. De ruimere openbaarheid, die daarvan het gevolg was, leverde de beste uitslagen op. »

Aanmerking : Het schijnt dat het *Recueil consulaire* en het *Bulletin commercial* dienden te worden gezonden aan al de leden der Wetgevende Kamers, alsmede aan al de dagbladen, met dezen verstande dat laatstgemelde de gehoozen zouden aankondigen, welke de diplomatische en consulaire agenten in het Handelsmuseum houden.

4^{de} Vraag.

« Kan de Regeering de verslagen en de voorbereidende handelingen der Berner Conferentie niet uitgeven? »

Antwoord.

« Om gevolg te geven aan het verlangen der Middenafdeeling, meent het Departement van Buitenlandsche Zaken niets beters te kunnen doen dan tot hare Beschikking te stellen de verzamelingen der processen-verbaal van de zittingen der Internationale Conferentie tot bescherming der arbeiders, welke van 8 tot 17 Mei 1903 te Bern vergaderde. »

Aanmerking : De Middenafdeeling hadde gewenscht dat de verzameling der processen-verbaal werd rondgedeeld onder de leden der Wetgevende Kamers.

5^{de} Vraag.

« Kan de Regeering niet zeggen wanneer de Conferentie te 's Gravenhage bijeenkomt? »

Antwoord.

« De vergadering der tweede Vredesconferentie te 's Gravenhage, eerst ontworpen tegen de maand Juli 1906, werd tot een lateren datum verschoven.

» Dienaangaande kreeg 's Konings Regeering geene nadere officieele mededeeling.

» De door haar ontvangen jongste inlichtingen laten denken dat er nog geen dag is bepaald. »

6^{de} Vraag.

« Dient het verblijf onzer beursgenieters in den vreemde niet te worden verlengd?

» Hoeveel jongelingen genieten eene beurs?

» Wat zijn onze beursgenieters geworden? Welke diensten hebben zij bewezen aan onze nijverheid en aan onzen handel? »

Antwoord.

« In 1861 werd het krediet, jaarlijks bestemd voor reisbeurzen, bepaald op 25,000 frank. Achtereenvolgens werd het verhoogd tot 45,000 frank in 1878, tot 63,000 frank in 1896 en tot 90,000 frank in 1901.

» Dit laatste cijfer laat het Departement van Buitenlandsche Zaken sedert zes jaar beschikken over nagenoeg vijf beurzen per jaar; het bedrag van elke beurs is 6,000 frank, die gewoonlijk drie achtereenvolgende jaren den titularis worden toegekend.

» Er is waargenomen dat deze toelagen de beste uitslagen opleveren zoo

zij worden verleend aan jongelingen die reeds den dag toen zij uitweken bekend waren met al de omstandigheden hunner vestiging in den vreemde.

» Dan veroorlooft de officieele beurs de licentiaten een goeden stand voor de toekomst te aanvaarden, schoon deze bij den aanvang weinig wordt bezoldigd, ofwel in huizen van allereersten rang betrekkingen als vrijwilliger aan te nemen, waardoor zij in staat zijn hunne kundigheden te doen gelden.

» Hiervan uitgaande, gaf het koninklijk besluit van 18 Mei 1903 aan de Regeering het recht om, naar de omstandigheden, het getal jaren te bepalen, waarover de beurs verdeeld zou worden. Zij heeft eenvoudig bedongen dat de jaarlijksche toelage niet meer dan 6,000 frank kan bedragen en dat er aan elken beursgenieter niet meer dan 18,000 frank in 't geheel kan worden toegekend.

» Ieder jaar worden de kredieten, hiervoor ter beschikking van de Regeering gesteld, volkomen verbruikt.

» Beantwoordden al de beursgenieters niet ten volle aan het verlangen der Regeering, toch gaven een zeker getal blijk van veel ondernemingsgeest, en wisten zij in den vreemde, met name in het Uiterste-Oosten, in Australië, op de kust van Afrika, in Zuid- en in Midden-Amerika vaste betrekkingen te verwerven, waardoor zij in staat zijn de pogingen van onzen uitvoerhandel doelmatig te schragen.

» Het Departement van Buitenlandsche Zaken alsmede dezès officieele ambtenaren in den vreemde blijven met hen in geregelde betrekking : velen verwierven en bekleeden uitstekend den post van consul-handelaar. »

7^{de} Vraag.

« Kan de Regeering geene onderhandelingen aanknoopen met de Nederlandsche Regeering, om het werk te vergemakkelijken voor hen die in België en in Nederland landerijen bebouwen? »

Antwoord.

« Bij het onderzoek der Begroting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor 1904, stelde de Middenafdeeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers eene vraag betreffende de nabuurschapsbetrekkingen van België met de aanpalende Staten.

» Op die vraag werd geantwoord als volgt :

» « De gesteldheid der gemengde eigendommen, dat zijn de zulke waardoor » de grenslijn loopt, is geregeld door het grensverdrag van 18 Maart 1820 » met Frankrijk (art. 66 en 67), door dit van Juni 1816 met Pruisen (art. 33), en » door dit van 8 Augustus 1843 met Nederland (art. 37 en 38). Voor de eigen- » dommen, gelegen binnen de grensstreek, zijn de regelen, in België toe te » passen met het oog op internationaal vervoer van landbouwvoortbreng- » selen, bepaald bij artikel 5, n^o 5, der algemeene wet van 26 Augustus 1822.

» In de jongste tijden kwamen bij het Departement van Buitenlandsche

» Zaken geene klachten in van Belgische grondeigenaars, die moeilijkheden zouden ondervinden bij het bewerken van hunne landen over de grens.

» Moesten dienaangaande wenschen worden uitgedrukt, dan zou het Departement, in overeenstemming met de andere bevoegde Departementen, middelen beramen om de belanghebbenden te bevredigen. »

» Sedert dien tijd werd er bij het Departement van Buitenlandsche Zaken, evenmin als bij dit van landbouw geklaagd over den toestand aan de Nederlandsche grens.

» Bij voorkomend geval, zou 's Konings Regeering niet verwaarloozen geschikte maatregelen te nemen om de bezwaren te verhelpen, waarop haar zou worden gewezen. »

8^{de} Vraag.

« Is het niet noodig den toestand onzer consuls te verbeteren, vooral in de landen waar de dollar de munteenheid is? »

Antwoord.

« Het Departement van Buitenlandsche Zaken beschikt over een bijzonder krediet, dat veroorlooft uitzonderlijke en tijdelijke toelagen te verleen en aan agenten van den buitenlandschen dienst, als vergoeding voor uitzonderlijke lasten die zij op zich nemen in 't belang van 's lands handel of als gevolg van uitzonderlijke gebeurtenissen, voorkomende in het land waar zij verblijven.

» De meerdere lasten, aan de agenten van den buitenlandschen dienst opgelegd door verandering van den geldkoers in het land waar zij verblijven, kunnen in aanmerking komen voor het toekennen van bedoelde vergoedingen. »

9^{de} Vraag.

« Is er niets te doen tot aanmoediging van onze bezoldigde consuls (verbetering ter plaatse voor hen die zich onderscheiden, voor hen die de taal leerden van het land waar zij zich bevinden, enz.)? »

Antwoord.

« Deze zijde van het consulaire vraagstuk verliest de Regeering niet uit het oog.

» Ongeminderd de eervolle onderscheidingen, bij keuze toegekend, wordt er ruimschoots rekening gehouden met de diensten bewezen door de agenten van den consulaire dienst voor de hun te verleen en bevorderingen.

» Anderzijds wordt er op geregelde tijdstippen persoonlijk verhooging van jaarwedde verleend aan de consuls-generaal die blijk van ijver en toewijding geven bij de vervulling van hun ambt. De tijd, doorgebracht in landen die voor Europeanen als weinig gezond gelden, wordt dubbel aangerekend voor het bepalen van deze verhoogingen.

» Er valt op te merken, dat niets verhindert verbetering van toestand ter plaatse te verleenen aan de agenten van den consulaire dienst, wanneer het wegens het belang van den dienst wenschelijk is deze agenten op hunnen post te behouden. »

10^{de} Vraag.

« Denkt de Regeering er niet aan om hotels te bouwen voor onze Gezantschappen of Consulaten in het Oosten? »

Antwoord.

« De Kamers weten, dat de Regeering gelegenheid vond om hotels aan te koopen of te bouwen voor de Belgische Gezantschappen te Tokio, Peking en Constantinopel.

» Het hotel van 's Konings Gezant te Peking is nog niet gansch voltooid. De werken vorderen geregeld.

» Tijdens de jongste dienstjaren, werden door 's Konings Regeering maatregelen genomen om aan sommige consulaire agenten in den vreemde, en namelijk in het Verre-Oosten, bestendige en geschikte verblijfplaatsen te verschaffen. Zoo werd te Seoul (Korea) een hotel gebouwd voor het algemeen consulaat van België en werd te Shanghai een grond aangekocht voor het bouwen van een hotel, bestemd voor onzen consulaire vertegenwoordiger aldaar.

» Het Departement van Buitenlandsche Zaken onderzoekt insgelijks of het niet mogelijk ware eigendommen aan te koopen voor het verblijf onzer consulaire agenten op andere plaatsen. »

11^{de} Vraag.

« Kan de Regeering ons niet zeggen onder welke omstandigheden het hotel van het Gezantschap te Parijs werd aangekocht? »

Antwoord.

« Uit vaderlandlievenden geest en volkomen onbaatzuchtig, stelde eene groep Belgische kapitalisten, te Parijs gevestigd, de Regeering voor als burgerlijke maatschappij op te treden, om zoo voordeelig mogelijk een hotel aan te koopen voor het Belgisch Gezantschap in die hoofdstad.

» Dit voorstel werd door de Regeering aangenomen, overtuigd als zij is dat de tusschenkomst van een bemiddelaar voordeelig moest zijn voor het bepalen van den koopprijs, ondanks kosten van verschillenden aard, waartoe het oprichten van de burgerlijke maatschappij en de akten, gesloten tusschen haar en den Belgischen Staat aanleiding moesten geven. »

12^{de} Vraag.

« Hoeveel consulaten denkt de Regeering tot stand te brengen in Zuid-Brazilië? »

Antwoord.

« België wordt thans in Brazilië vertegenwoordigd door een Minister Resident, aangesteld als Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister en als Consul generaal, wien een Gezantschapssecretaris is toegevoegd.

» Dit jaar werden de Kamers kredieten aangevraagd om een bezoldigd consul aan te stellen in Zuid-Brazilië, waar een ruim veld openstaat voor de bedrijvigheid van onze landgenooten, die daar reeds aanzienlijke belangen hebben.

» Er bestaat insgelijks een ontwerp om aan 's Konings Gezantschap te Rio-Janeiro een bezoldigden vice-consul toe te voegen, die inzonderheid belast zal zijn met het bestudeeren der economische vraagstukken die het noorden des lands aanbelangen.

» België bezit in de Republiek achttien onbezoldigde consulaire agenten van allen graad. »

* . *

Daar de Kamer heeft besloten de verslagen te doen drukken in de Nieuwjaarsvacantie, zonder dat het verslag moet worden onderworpen aan de Middenafdeeling, schijnt het, dat, dit zoo zijnde, de Verslaggever geene bedenkingen kan in 't midden brengen, die wellicht niet zouden beaamd worden door de Middenafdeeling, of aanleiding kunnen geven tot aanmerkingen van de minderheid der Afdeeling.

De Begrooting werd in haar geheel door de Middenafdeeling goedgekeurd met vier stemmen en één onthouding.

De Verslaggever,
MAURICE PIRMEZ.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.



